

Réformer les rangs

SÉCURITÉ PUBLIQUE DANS UNE CÔTE D'IVOIRE DIVISÉE

Depuis 2002, la Côte d'Ivoire est divisée entre le Nord détenu par les rebelles et le Sud dirigé par le gouvernement. Elle est ainsi soumise à un système de gouvernance très particulier, doté de deux appareils de sécurité, deux trésoreries et deux administrations. À ce titre, le pays constitue non seulement une rare opportunité d'étudier la réforme d'un secteur de sécurité d'après conflit complexe, mais aussi un double système de sécurité, fourni par les rebelles d'une part, et par la fonction publique gouvernementale d'autre part.

La littérature sur les forces armées de la Côte d'Ivoire est rare. En effet, pas un seul ouvrage de référence n'est disponible sur l'armée ivoirienne ou la rébellion. Ainsi, le chapitre s'inspire largement des recherches empiriques réalisées par l'auteur en 2010 et sur une enquête nationale auprès des ménages réalisée la même année.

Un pays, deux secteurs de sécurité

Le chapitre examine l'évolution de la relation entre l'armée et les dirigeants politiques depuis l'indépendance et constate que la crise a non seulement affecté les prestations de sécurité dans la zone détenue par les rebelles, mais aussi dans la partie du territoire sous contrôle du gouvernement. Dans une large mesure, les deux forces armées révèlent les mêmes lacunes : violations des droits de l'homme très répandues, taux de corruption élevé, absence de contrôle démocratique, dilution des responsabilités et ressources insuffisantes. À cet effet, on serait tenté de qualifier les forces de sécurité de « prédatrices », ce qui se traduit par un véritable déficit de confiance sur l'ensemble du territoire.

Contrairement aux idées reçues, les prestataires de sécurité publique ne sont pas plus efficaces que les rebelles.

De manière générale, la population ivoirienne ne sent pas en sécurité. L'insécurité perçue et l'insécurité effective sont largement répandues et bien que le sentiment d'insécurité soit plus élevé dans la zone détenue par les rebelles, les recherches ont montré que la population civile de la zone gouvernementale est tout aussi susceptible d'être victime de la violence armée.

Dynamiques de l'insécurité dans une Côte d'Ivoire divisée

En 2010, la Côte d'Ivoire a fait l'objet de formes d'insécurité courantes dans les pays d'après conflit, où la transition vers la paix n'est pas achevée : violence économique et criminelle, violence sexuelle, déplacements et litiges d'après conflit, violence politique

Figure 7.1 Réponses à la persécution

Réponses (en pourcentage) à la question suivante : « Que feriez-vous si vous étiez victime d'un crime violent ? » dans la zone gouvernementale (n=1,782) et dans la zone CNO (n=658)

■ Zone gouvernementale ■ Zone CNO

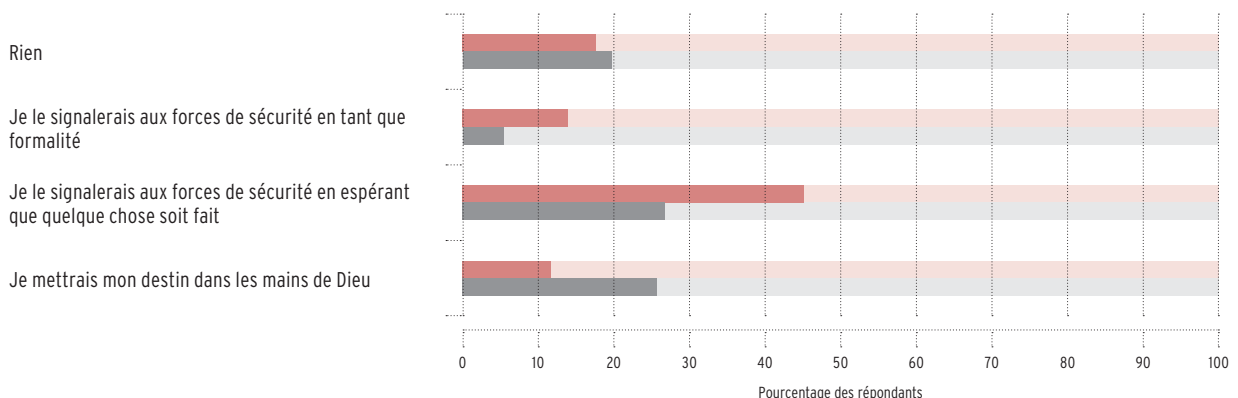


Tableau 7.4 Infractions signalées à la Police criminelle dans le district d'Abidjan, 2004-09

Infractions	2004	2005	2006	2007	2008	2009	Total
Nombre total d'infractions	5,045	5,479	2,889	3,472	3,267	2,379	22,531
Homicides volontaires	46	55	48	71	57	46	323
Vol-toutes catégories	4,409	5,294	2,454	2,731	2,740	2,067	19,695
Vols à main armée ou vols violents	3,539	4,653	1,813	1,900	2,067	1,490	15,462
Cambriolages à main armée	322	343	255	215	190	286	1,611
Attaques de véhicules privés	1,576	2,312	865	803	1,011	732	7,299
Attaques de taxis	1,519	1,869	642	744	638	328	5,740

et violence liée au maintien de l'ordre. La typologie de l'insécurité ne diffère pas de manière significative entre la zone détenue par les rebelles et la zone gouvernementale.

Comblant le vide sécuritaire : recours aux services de sécurité non gouvernementaux

Les manquements des forces de sécurité, conjugués au taux d'insécurité de l'ensemble du pays, ont favorisé l'émergence d'une grande variété de mécanismes d'adaptation dans les deux domaines. Les services de sécurité non gouvernementaux incluent groupes d'autodéfense, chasseurs traditionnels ou *dozos*, milices et sociétés de sécurité privée. Le secteur de la sécurité privée s'est développé rapidement depuis le début de la crise, sans aucune forme de réglementation. En outre, la détention d'armes est généralisée. Les résultats de l'enquête auprès des ménages révèlent que, contrairement à d'autres pays de la région, près de la moitié de la population considère que les armes à feu constituent avant tout un moyen de protection.

Les mécanismes de sécurité non gouvernementaux créent de nouvelles formes d'insécurité.

Réforme du secteur de sécurité : au-delà du remaniement des rangs

L'Accord politique de Ouagadougou (APO) définit une série de mesures visant à mettre un terme au conflit et à réunifier le pays, notamment des initiatives d'après conflit conventionnelles. Pourtant, trois ans après la signature de l'APO, peu de progrès ont été consentis en termes de réforme dans le secteur de la sécurité. Si le besoin de réforme est incontestable, les efforts ont largement été axés sur la réunification de l'appareil de sécurité plutôt que sur l'absence de contrôle démocratique, les objectifs stratégiques, le professionnalisme, ou encore, les faiblesses logistiques des forces de sécurité. Par ailleurs, les mesures de sécurité rapides, entreprises par les acteurs nationaux et internationaux, telles que le désarmement et la démobilisation des combattants, ont échoué. Les tentatives de désarmement n'ont guère été fructueuses et les chaînes de commandement des milices et des Forces Nouvelles subsistent. Enfin, le chapitre montre que toutes les parties ne vont pas nécessairement bénéficier de la réunification du pays et de l'établissement d'une « nouvelle armée », et que de nombreuses questions restent en suspens.

Dans le cadre de la réforme du secteur de la sécurité, le conflit postélectoral de 2010 a amené son lot de difficultés. La répression violente des manifestations civiles a indubitablement intensifié le manque de confiance de la population dans les forces de sécurité. En outre, peut-être plus inquiétant encore, la lutte politique a accru la politisation des forces armées et anéanti tout contrôle démocratique de l'armée. Le processus visant à redéfinir les relations politico-militaires en Côte d'Ivoire est loin d'être abouti. ■